



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 1457

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES

M. le président. La parole est à M. André Chassaigne, pour le groupe des député-e-s communistes et républicains.

M. André Chassaigne. Ma question s'adresse à M. le ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

De plus en plus de Français dénoncent, à juste titre, la hausse du prix des produits de grande consommation. L'INSEE l'évalue à plus de 2,6 % sur les douze derniers mois. Mais, au quotidien, les Français ressentent, eux, une dégradation bien plus importante de leur pouvoir d'achat.

M. Lucien Degauchy. Les 35 heures ! (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. André Chassaigne. Cette hausse des prix est due, pour l'essentiel, aux pratiques révoltantes de la grande distribution.

Peut-on accepter, par exemple, que des tomates payées 50 centimes d'euros au producteur soient vendues 2 euros le kilo dans les rayons des grandes surfaces ?

Un député du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. C'est faux !

M. André Chassaigne. Votre façon de traiter le problème consiste à demander, gentiment, aux grands patrons de baisser leurs prix et de cesser certaines de leurs pratiques les plus choquantes. Plutôt que de vous attaquer franchement au cartel des centrales d'achats de la grande distribution et à leurs marges exorbitantes, vous confiez ainsi au renard la surveillance du poulailler !

Quant aux agriculteurs, comme d'ailleurs les salariés et les dirigeants des petites entreprises, ils ont toutes les raisons de craindre que leur situation n'empire. Ils savent bien que ce sont eux qui auront finalement à assumer cette réduction des prix.

En outre, la baisse des prix ne répond pas au problème sur le fond. En effet, si le pouvoir d'achat des Français régresse, c'est surtout parce que les salaires et les pensions sont bloqués. La part des salaires dans la valeur ajoutée est, en France, à un niveau historiquement bas et les mesures de rattrapage du SMIC horaire ne suffiront pas en l'absence d'un plan de relance général des salaires et des pensions.

Aussi, monsieur le ministre, j'ai deux questions à vous poser.

Quelles mesures effectives comptez-vous prendre pour casser la domination de la grande distribution sur les agriculteurs et les PME ?

Montrerez-vous la même détermination à augmenter les salaires et les pensions des Français qu'à privatiser nos services publics ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains et sur quelques bancs du groupe socialiste. - Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. Nicolas Sarkozy, ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Monsieur le député, vous avez raison,...

Un député du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. C'est rare !

M. le ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. ...les prix des biens de grande consommation ont augmenté, depuis 1997, plus vite que l'inflation et plus fortement en France que dans tous les

autres pays de l'Union européenne. (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*) C'est une réalité, et je regrette que ce constat excellent n'ait pas conduit nos prédécesseurs à se préoccuper d'une situation aussi choquante ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

Il est bien de vouloir défendre les petits, les agriculteurs, les PME-PMI : il ne fallait pas vous gêner pour le faire dans les cinq années où vous avez été aux responsabilités !

Ce que j'essaie de faire,...

M. Henri Emmanuelli. Prendre la tête de l'UMP !

M. le ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. ...c'est de faire comprendre à chacun que nous sommes dans un système où tout le monde est perdant : les petits commerçants, qui disparaissent, les agriculteurs, car il n'y a aucune raison que les prix agricoles soient fixés comme ceux des grandes marques - le prix du coca-cola ne s'apparente en rien à celui d'une denrée agricole ! -, et les Français, à qui l'on prend du pouvoir d'achat.

Nous essayons de convaincre tout le monde de rendre ce pouvoir d'achat aux Français. Si le Gouvernement n'y parvient pas, il se tournera vers la représentation nationale et lui dira : voilà pourquoi l'accord n'a pas pu avoir lieu, voilà pourquoi nous n'avons pas pu rendre aux Français le pouvoir d'achat qu'ils attendent. Alors, il sera temps de fixer de nouvelles règles législatives.

Enfin, s'agissant des salaires, le SMIC aura augmenté, entre 2003 et 2005, de 11,3 %.

M. Henri Emmanuelli. Pour 25 % des salariés concernés seulement !

M. le ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. C'est du jamais vu depuis que le SMIC existe !

S'agissant d'EDF, n'en doutez pas une minute, monsieur Chassaigne, ma détermination à conduire la réforme est totale parce que c'est dans l'intérêt de l'entreprise. Cette réforme se fera parce que tout autre choix serait gravement irresponsable à l'égard d'EDF et de GDF. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française.*)

M. Maxime Gremetz. Ce n'est pas vrai !

Données clés

Auteur : [M. André Chassaigne](#)

Circonscription : Puy-de-Dôme (5^e circonscription) - Député-e-s Communistes et Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1457

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 17 juin 2004

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 17 juin 2004